

# LA CONCERTATION À L'ÉCHELLE MONDIALE

Historique des sommets

---

*À tous les ans, les dirigeants de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis,  
de la France, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni  
– le Groupe des Sept, ou G-7 – et de l'Union européenne  
se rencontrent pour passer en revue la situation de l'économie mondiale.*

---

Les sommets du G-7 sont un phénomène relativement récent. Le premier a eu lieu à Rambouillet en 1975, le président français, Valéry Giscard d'Estaing, ayant invité ses collègues des États-Unis, du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne, du Japon et de l'Italie à venir le rencontrer pour discuter des moyens de faire face à la quadruple hausse du prix du pétrole qui s'était produite deux ans plus tôt. À l'origine, on n'avait pas prévu de tenir une seconde réunion mais, inspiré par le succès des entretiens de Rambouillet, le président américain Gerald Ford décida de répéter l'expérience l'année suivante à Porto Rico; le premier ministre Trudeau fut cette fois invité à se joindre aux autres participants. Ayant reçu le statut d'observateur au sommet de Londres en 1977, la Communauté européenne (devenue depuis l'Union européenne) est représentée à ces rencontres par le président de la Commission européenne.

Jusqu'aux années 70, la plupart des pays commerçaient relativement peu à l'extérieur de leur propre territoire. Au Japon et aux États-Unis, notamment, 90 % du produit intérieur brut (PIB) était lié à l'activité économique intérieure et c'est celle-ci qui retenait très largement l'attention des chefs politiques

et des législateurs. Ce n'est du reste qu'à une époque récente que les dirigeants nationaux ont commencé à s'intéresser aux questions économiques; avant les années 50, celles-ci étaient laissées presque entièrement aux ministres des finances.

Le choc pétrolier de 1973 a montré que les économies nationales n'opéraient plus en vase clos, qu'elles étaient étroitement reliées entre elles et, de ce fait, interdépendantes. Une décision prise à Tokyo, par exemple, pouvait fort bien avoir un impact sur les exportations françaises. Ou encore, en accroissant les subventions à ses agriculteurs, l'Union européenne (UE) risquait de causer un préjudice à ceux de toute la région des Prairies canadiennes.

C'est pourquoi il importait que les principaux acteurs internationaux puissent discuter de problèmes et de stratégies communs à intervalles réguliers. Après le sommet de Rambouillet, les dirigeants des plus puissantes démocraties économiques au monde ont donc décidé de se rencontrer chaque année.

## DEFINITION :

Les « sherpas » sont les représentants personnels des chefs d'État ou de gouvernement qui participent aux sommets du G-7; ils se réunissent eux-mêmes avant chaque sommet pour passer en revue les questions qui doivent figurer à l'ordre du jour de ce dernier.

## LE CANADA ET LE G-7

Le Canada attache une importance toute particulière à son appartenance au G-7, et ce pour

plusieurs raisons. Il a toujours joué un rôle de premier plan dans les grands organismes multilatéraux, et le principe du recours à ces organismes pour régler les problèmes mondiaux est l'un des principaux fondements de sa politique étrangère. À titre de participant très actif aux opérations de maintien de la paix, le Canada porte un intérêt évident aux questions relatives à la paix et à la sécurité, lesquelles sont souvent débattues dans le cadre des réunions du G-7. Par ailleurs, le Canada est un pays commerçant : 32,5 % de son PIB est imputable à ses exportations (contre seulement 18,4 % pour le Japon, par exemple). Aussi a-t-il un intérêt vital à participer à toute tribune internationale où sont traitées les questions commerciales et

## LE G-7 REGARDE À L'EST

Depuis 1989, l'effondrement de l'Union soviétique a été l'un des grands sujets de discussion des dirigeants du G-7. Cette année-là, le président soviétique Mikhail Gorbatchev s'était adressé à eux par écrit pour leur faire part de son plan en vue d'intégrer l'Union soviétique dans le système économique mondial. Au sommet de Houston en 1990, les dirigeants du G-7 ont demandé à plusieurs institutions financières internationales d'étudier l'économie soviétique et de recommander des réformes. À l'issue du sommet de Londres en 1991, ils ont rencontré M. Gorbatchev pour discuter avec lui de ses plans de réforme. En 1992, l'Union soviétique était passée à l'histoire et c'est Boris Eltsine, président de la Russie, qui s'est adressé aux dirigeants du G-7 à Munich. Avant le sommet de Tokyo, le G-7 dévoilait un plan d'aide assorti d'un budget de 43 milliards de dollars US, qui prévoyait le rééchelonnement de la dette, l'appui aux mesures de stabilisation par l'entremise du FMI, l'octroi de prêts par l'entremise de la Banque mondiale et le financement d'un programme de privatisation.